

P. Gaza : « Ceasefire Now ! », un slogan paresseux et dangereux

TRIBUNE. Les partisans d'un cessez-le-feu font preuve, au choix, d'une naïveté manifeste ou d'un cynisme abyssal. Et oublient les leçons de l'Histoire.

Par Klaus Kinzler*

Publié le 19/03/2024 à 18h30



Des Gazaouis marchant dans une rue détruite de la ville de Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, le 18 mars 2024.
© Xinhua / Xinhua/ABACA

Les débats sur la guerre entre Israël et le Hamas sont passionnels. Pourtant, au fil du temps, un consensus quasi universel a émergé, que deux mots résument : « **Ceasefire Now !** » (les Français disent : « Arrêtez le massacre, tout de suite ! »). Notre président, le pape, les leaders américain, russe, chinois, sud-africain, nord-coréen... disent tous la même chose, même si les calculs des uns et des autres doivent largement diverger.

En cinq mois, la guerre d'Israël contre le mouvement terroriste Hamas, lancée en réaction **du pogrom du 7 octobre 2023**, a causé une crise humanitaire de très grande ampleur : plus de 30 000 Gazaouis sont morts, majoritairement des femmes et des enfants. Ce chiffre inclut entre 10 000 et 12 000 combattants du Hamas, ce que la plupart de nos journalistes se gardent bien de mentionner (alors qu'ils font bien le distinguo en Ukraine). Mais même en retenant un nombre de 20 000 civils tués (sur une population de 2,3 millions d'habitants), il resterait effroyable. Qui ne souhaiterait pas que cette tragédie humaine s'arrête *tout de suite* ?

Dans la quinzaine de journaux internationaux que j'épluche par jour pour alimenter mon *International News Blog*, une pléthore de commentaires et de tribunes relaient ces appels pour un **cessez-le-feu immédiat**. Une telle unanimité sur un sujet où la polarisation est traditionnellement extrême doit interpeller.

Dans les médias occidentaux, l'une des rares voix discordantes est celle de Bret Stephens, chroniqueur politique pour le *New York Times*. Son exploit est de confronter la « Cease-Fire Now Crowd » (ainsi qu'il appelle les partisans d'un cessez-le-feu immédiat) aux conséquences tragiques qui, pour toutes les parties impliquées (sauf le Hamas), ne tarderaient pas à se réaliser si Israël donnait suite à leur appel. Ce célèbre *columnist* américain (et juif) n'est pas un idéologue. C'est un professionnel chevronné ayant accumulé une longue expérience journalistique au Proche-Orient. C'est un homme aussi qui aime « parler *tacheles* » [« directement, franchement », en yiddish].

Responsabilité du Hamas

Dans une étrange harmonie, la communauté internationale exige donc aujourd'hui d'Israël d'accepter un cessez-le-feu immédiat, ce que l'immense souffrance de la population de Gaza semble légitimer. Rappelons que cet appel ne date pas d'aujourd'hui. Dès le mercredi 18 octobre 2023, à peine dix jours après l'attaque du Hamas, l'inénarrable chef de l'ONU appela à « un cessez-le-feu humanitaire immédiat au Proche-Orient pour atténuer

les terribles souffrances humaines dans le conflit Israël-Gaza », sans même prendre la peine de mentionner les 1 200 victimes juives du 7 octobre.

Ce que le cœur planétaire des « Ceasefire Now ! » a pris l'habitude d'occulter, c'est qu'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas (quoique de manière informelle) était bel et bien en vigueur avant le 7 octobre 2023, jour où Yahya Sinwar a décidé de le rompre en envoyant ses tueurs dans les **kibboutz du sud d'Israël** pour y commettre la **pire tuerie de Juifs depuis la Seconde Guerre mondiale**.

Si en ce 7 octobre les hommes du Hamas étaient restés chez eux, le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas serait encore en vigueur aujourd'hui et personne ne se sentirait dans l'obligation de demander à Israël de le restaurer. Les États-Unis et l'Europe, absorbés par l'invasion russe en Ukraine, pourraient se consacrer à la relance d'un processus de paix au Proche-Orient, en augmentant, pour commencer, la pression sur le gouvernement de **Benyamin Netanyahu** pour qu'il abandonne enfin **sa politique de colonisation en Cisjordanie**. Surtout : 20 000 civils palestiniens, des milliers de civils et soldats israéliens – mais également 10 000 combattants du Hamas – seraient encore en vie.

Confrontés à ce bref rappel de la chronologie des événements, les partisans du cessez-le-feu immédiat répliqueront par un appel vibrant à notre humanité. Ils soutiendront que, lorsque la vie de femmes et d'enfants est en jeu et qu'Israël a effectivement le pouvoir de sauver ces femmes et ces enfants en acceptant un cessez-le-feu (unilatéral), la question de savoir *qui* a déclenché le conflit et *de quelle manière* (fût-ce par un pogrom) devient secondaire, voire non pertinente. Pour eux, l'affaire est simple : le gouvernement de guerre israélien a l'obligation morale – et juridique – de retirer ses forces de Gaza, immédiatement. Face aux images de mort et de misère qui apparaissent quotidiennement sur nos écrans, un tel discours peut séduire.

Conséquences désastreuses

Bret Stephens, lui, le contredit. Il met en évidence la dangerosité du slogan « Ceasefire Now ! » en s'interrogeant notamment sur les conséquences dans le cas où Israël serait prêt à ne plus tirer. « Qu'en serait-il, demande-t-il, des Palestiniens, femmes, enfants et hommes non combattants qu'un cessez-le-feu est censé mettre à l'abri des soldats israéliens ? En bénéficieraient-ils ? » Oui, répond-il, dans ce cas, « les femmes, les enfants et les hommes non combattants de Gaza en bénéficieraient et des vies palestiniennes seraient sauvées ».

Le problème qu'il note est que ce cessez-le-feu n'épargnerait pas seulement les civils palestiniens. « Il épargnerait et enhardirait surtout les chefs du Hamas et leurs combattants. Et, au-delà, il enhardirait également leurs alliés, comme le Hezbollah. » C'est pourquoi Bret Stephens craint que les conséquences à long terme d'une telle décision ne soient désastreuses, y compris, et même en premier lieu, pour la population palestinienne : « Un cessez-le-feu unilatéral aujourd'hui aurait comme conséquence quasi certaine de futures attaques massives contre Israël, suivies de représailles israéliennes toujours plus importantes et, par voie de conséquence, d'une misère encore plus grande pour la population de Gaza dans l'avenir. »

Si l'on suit le raisonnement convaincant de Bret Stephens, exiger un cessez-le-feu de la part du gouvernement israélien *avant* la défaite militaire du Hamas revient à une demande déguisée de capitulation totale d'Israël et, en prime, la poursuite « d'un cycle perpétuel d'un conflit entre un groupe terroriste qui a juré la destruction d'Israël et un État juif qui refuse d'être détruit ».

Le Hamas a les cartes en main

Bret Stephens note que, en posant les armes et en abandonnant le pouvoir politique, le Hamas dispose du moyen de stopper l'actuel bain de sang *immédiatement*. Confrontés à la souffrance de la population palestinienne et placé devant l'écrasante suprématie militaire de l'armée israélienne, ce serait même une décision logique.

Dans la même logique, on devrait s'attendre, dans les villes occidentales, à des manifestations avec pour slogan « Hamas, Capitulation Now ! » Or, les militants s'accrochent à celui de « Ceasefire Now ! », assorti généralement d'une mer de drapeaux palestiniens et d'autres slogans moins innocents (« Stop au génocide du peuple palestinien ! ») qui ne laissent pas de doute quant à la question de savoir à qui ils s'adressent.

Ce n'est pas ici le lieu d'aborder l'histoire du pacifisme occidental qui a déjà fait tant de mal au XX^e siècle. Retenons juste que la naïveté manifeste des partisans du « Ceasefire Now » – ou leur cynisme abyssal – laisse perplexe. D'où vient cette cécité qui refuse de voir la réalité en face, et jette aux orties les leçons de l'Histoire ?

L'indifférence du Hamas

Pour Bret Stephens, la voie censée préparer une solution rapide du conflit entre Israël et les Palestiniens que semblent préconiser les dirigeants occidentaux de (presque) toute obédience, les médias, le grand public et par la rue propalestinienne, relève de la pensée magique. En revanche, s'ils hissaient le drapeau blanc aujourd'hui (à l'instar de ce que suggère **le pape François aux Ukrainiens** – et le monde occidental à Israël), les dirigeants du Hamas, pour la première fois en dix-sept années d'exercice du pouvoir, rendraient un immense service à leur peuple. Ils sauveraient des centaines de milliers de vies tandis que, jusqu'ici, à Gaza, ils n'ont créé que pauvreté, oppression et fanatisation. En abandonnant la lutte armée, les leaders du Hamas sauveraient en plus leur propre peau, car ils obtiendraient très probablement un passage sûr hors du territoire pour bon nombre de leurs cadres.

Il y a fort à parier néanmoins que Yahya Sinwar et ses fidèles écartèreront d'un revers de main cette solution seule susceptible d'offrir au peuple palestinien une perspective de sécurité, de liberté et de prospérité, dans un État qui leur appartient. Tout au contraire, comme leur population est le cadet de leurs soucis, ils feront tout pour prolonger ce conflit qui leur permettra, à eux et à la foule des « un cessez-le-feu immédiat », de continuer à fustiger Israël pour ses « crimes barbares ». On pourrait appeler cela « le piège du Hamas ».

Israël dans le piège

Pendant que des centaines de diplomates, notamment des États-Unis et du Qatar, **travaillent sans relâche pour obtenir un cessez-le-feu pendant le mois de ramadan**, les dirigeants du Hamas, en fins observateurs des us et coutumes de l'Occident postmoderne, constatent avec volupté qu'avec chaque nouvel enfant palestinien tué sous les bombes israéliennes, et avec **le risque de famine** qui s'est concrétisé à certains endroits de Gaza, l'opinion publique internationale se détourne chaque jour davantage de l'État hébreu. La pression sur ses dirigeants monte, y compris de la part de Joe Biden, leur plus fidèle allié.

Dans cette situation critique, le Hamas, divisé entre les dirigeants installés confortablement à Doha et ceux terrés dans les tunnels de Gaza, semble avoir un moment hésité. Finalement, au lieu d'accepter un cessez-le-feu maintenant (ce qui aurait permis aux convois d'aide humanitaire du UN World Food Program de rentrer massivement à Gaza, y compris par de nouvelles voies terrestres qu'Israël vient d'ouvrir), il semblerait que Yahya Sinwar soit arrivé à la conclusion qu'il est plus avantageux pour son mouvement d'enflammer la région pendant cette période plutôt que de signer un cessez-le-feu qui, nécessairement, impliquerait la libération d'une partie substantielle des otages.

La stratégie de la realpolitik

Concluons en constatant que les innombrables appels lancés en direction d'Israël à accepter un cessez-le-feu immédiat sont au mieux un vœu pieux, au pire l'expression à peine camouflée d'une **attitude ouvertement anti-israélienne, voire antisémite (les événements récents à Sciences Po Paris le démontrent)**. Pour le gouvernement de guerre israélien, en l'absence d'une capitulation du Hamas, la poursuite des combats paraît inévitable, aux dépens des civils palestiniens qui vont continuer à souffrir. Ce n'est pas là une apologie de la guerre. C'est de la realpolitik.

Seulement *après* une victoire militaire israélienne, les questions essentielles pour l'avenir du peuple palestinien pourront être de nouveau mises sur la table. Les voici dans l'ordre : *Qui* seront les futurs représentants du peuple palestinien ? *Quels* seront les États qui financeront la reconstruction de Gaza ? Une fois ces deux questions réglées, la plus importante, celle à 1 million de dollars, se posera : *Quelle* forme politique et territoriale prendra le futur État palestinien ? Avec son corollaire : *Quelles* puissances étrangères sont prêtes à garantir à l'avenir la paix entre ce nouvel État et son voisin israélien ?

Aujourd'hui, le monde, horrifié et impuissant, observe la nouvelle tragédie qui s'abat sur une région qui en a connu tant d'autres. Bien malin qui peut prédire ce qu'apporteront les prochaines années. Seuls les naïfs et les cyniques affirment qu'il y a des solutions simples.

***Klaus Kinzler**, professeur de langue et de civilisation allemandes, est l'auteur de *L'islamogauchisme ne m'a pas tué* (éditions du Rocher, 2022).